

# PROTECTION DE L'ENFANCE: QU'AVONS-NOUS À APPRENDRE DU QUÉBEC?

**Carl Lacharité connaît parfaitement nos deux univers. Il a été travailleur social et il est maintenant une sommité universitaire, professeur au Département de psychologie de l'Université du Québec à Trois-Rivières. C'est sans aucun doute l'une des voix les plus autorisées pour comparer nos deux systèmes, pour que chacun s'enrichisse de l'autre.**

PAR JEAN-LOUIS SANCHEZ



**Carl Lacharité et  
Jean-Louis  
Sanchez**

*Le Jas:* Vous avez commencé par être psychologue. Aujourd'hui vous êtes un des experts les plus reconnus en matière de protection de l'enfance et vous avez obtenu le prix d'excellence en recherche de votre Université pour l'ensemble de vos travaux. Cette interpénétration entre les intervenants sociaux et le monde universitaire est-elle fréquente chez vous et est-elle possible en France ?

**Carl Lacharité:** Chez nous au Québec, la proximité entre les acteurs de terrain et les chercheurs relève

d'une politique qui date maintenant de près de vingt-cinq ans. C'est pourquoi il y a toute une communauté de chercheurs au Québec qui œuvre à l'intérieur de structures aptes à rassembler chercheurs et acteurs de terrain avec la préoccupation, dans le domaine des recherches en protection de l'enfance, d'intégrer les familles au développement des connaissances.

Il s'agit de faire équipe, ce qui signifie dialoguer et travailler ensemble du début à la fin, en acceptant d'intégrer toutes les formes de savoirs et notamment ceux qui émanent des professionnels de terrain.

Mais je précise que ces espaces de travail commun n'auraient pas existé s'il n'y avait pas eu un financement public, car ces espaces sont aussi des espaces physiques qui permettent aux chercheurs d'avoir leur bureau au sein des organisations de service public et aux praticiens d'avoir leur bureau à l'université. C'est le cas dans mon centre de recherche à l'UQTR, ce qui permet aux professionnels qui travaillent sur le terrain de côtoyer des chercheurs régulièrement. J'ajoute qu'au Québec le dispositif de formation des intervenants sociaux (professionnels du travail social, de la psychologie, des sciences de la santé, de l'éducation spécialisée), sont formés à l'intérieur de l'université, car nous n'avons pas d'école de formation à l'extérieur des universités.

**Le Jas :** Vous continuez à agir sur le terrain avec le souci constant de mobiliser l'énergie des familles. Quels conseils pouvez-vous nous donner ?

**CL :** Cette démarche relève d'abord d'une question d'éthique. Je ne peux pas avoir un titre de chercheur ou de professionnel sans avoir le souci de me relier à des familles et à des enfants en les considérant

comme étant aussi des formateurs à mon égard. Cela oblige à être un acteur dans la cité, à avoir quelque chose à faire dans les vies des familles, à l'intérieur de la communauté. J'ai par exemple beaucoup œuvré dans une maison des familles. C'est un lieu de rencontre magnifique avec des personnes qui peuvent avoir des statuts sociaux et économiques très différents. C'est un lieu d'échange de perspectives sur la vie où les gens ne se regardent pas en chiens de faïence. Un lieu de prise de parole à propos de ce qui se passe à l'extérieur de la maison des familles, dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les rapports avec les professionnels, les médecins, les infirmières, les éducateurs. On retrouve dans ces maisons des familles une parole critique de la socialité, de la société auxquelles les gens participent.

**Le Jas :** Vous vous appuyez considérablement sur l'environnement social des familles pour les aider à retrouver confiance en elles. Est-ce autant possible en France qu'au Québec ?

**CL :** Je pense que cette relation est facilitée par notre culture. Au Québec, lorsque les membres d'une famille rencontrent des difficultés, leur premier réflexe est de se retourner vers les gens de leur réseau pour pouvoir réfléchir à cette difficulté et y apporter des solutions. Et c'est seulement si cela ne fonctionne pas qu'elles se tournent vers des experts. Plus globalement, les familles au Québec vont avoir beaucoup plus de facilités à s'accueillir l'une l'autre, à montrer des aspects de leur vie qui peuvent ne pas toujours être roses. Les personnes qui ont voyagé au Québec peuvent facilement se rendre compte que nos villes, nos villages sont des tribus, car nous savons que la communauté ce n'est pas quelque chose qui arrive par en haut. C'est quelque chose que chacun de nous fabrique et lorsqu'il n'y a pas de communauté c'est parce que les individus ne l'ont pas fabriquée. Cette intention de faire communauté avec l'autre passe par le souci d'être présent pour l'autre, de lui offrir quelque chose et pas seulement pour recevoir quelque chose en retour. En France, les familles se tournent beaucoup plus rapidement vers le regard des experts pour trouver une réponse aux obstacles qu'elles rencontrent dans leur vie. De plus, vous avez un problème particulier en France : le poids des normes dans la

A Trois-Rivieres, la Maison des Familles Chemin du Roi est un organisme communautaire famille qui accueille toutes les personnes de la communauté : adultes, enfants et adolescents.



## AU COURS D'UN REPAS ON REPÈRE LA DIFFÉRENCE

Pour comparer la France et le Québec j'utiliserai le cadre d'un repas entre amis. En France, ce repas est une occasion d'échanges d'idées et d'opinions, voire de débats (en particulier, sur la nourriture qui compose le repas!).

J'ai souvent l'impression de participer à une joute amicale où l'affirmation de soi et la formulation de sa pensée constituent les règles du jeu. Au Québec, le repas constitue plutôt une occasion de se raconter des histoires, en particulier celles qui charpentent les vies des uns des autres. Ainsi, le conte est un élément central de cette expérience.

Et le conte exige la participation active de l'auditoire : pas d'auditoire, pas de conte. Il y a donc des sujets qui sont soigneusement évités pour préserver la cohésion du groupe et l'inclusion du plus grand nombre.

Le discours de chacun est souvent soutenu activement par les autres. L'impression que j'en retire est de participer à une expédition ou un voyage avec des compagnons.

Les allégories de la joute et de l'expédition représentent des manières distinctes de vivre ensemble. Aucune n'a plus de valeur que l'autre dans l'absolu. Inversement, participer fréquemment à des joutes ou à des expéditions conditionne différemment les personnes, les relations sociales, la vie en famille ou en communauté.

Carl Lacharité

vie privée des individus, le poids des normes dans le travail des professionnels qui est sans commune mesure avec le poids des normes chez nous.

**Le Jas :** Vous donnez une priorité à l'action des services sociaux sur celle de l'action judiciaire. Comment y parvenez-vous ?

**CL :** En France, le mandat de la justice est confié principalement aux juges des enfants. Chez nous, dans le domaine de la protection de l'enfance, le mandat de la justice est distribué entre les juges du tribunal de la jeunesse et des personnes qui ne sont pas juristes, mais psychologues, travailleurs sociaux, éducateurs. On les appelle directeurs ou directrices de la protection de la jeunesse. Leur rôle est de créer un réel équilibre entre ce que vous appelez la protection administrative et les mesures judiciaires. On cherche

à donner davantage de place à ce qui est fait avec les familles, à leur collaboration. Et pour limiter les interventions du juge, on a tenté de bien cartographier les raisons de celles-ci.

Il faut enfin relever qu'être juge au Québec n'est pas un métier, c'est une fonction. À l'origine, les juges sont des avocats, des experts qui, après avoir accumulé une expérience de juriste, sont sollicités et sélectionnés pour pouvoir jouer cette fonction de juge. En protection de l'enfance, les juges du tribunal de la jeunesse sont choisis en tenant compte de leur expérience d'avocats ayant plaidé des causes concernant la vie des enfants, ayant eu les mains dans la pâte pendant plusieurs années de leur vie.

**Le Jas :** Vous êtes souvent perplexe devant certaines représentations du Québec qui circulent en France...

**CL :** Je n'ai pas la prétention de connaître la France, mais je pense bien connaître l'étendue des idées que se font les Français à propos du Québec. J'ai l'impression que le Québec a peu à peu acquis la fonction de vous faire rêver, donc de vous dégager de votre réalité. Or inversement, le Québec a longtemps rêvé de la France justement pour servir d'appui et de levier à un projet identitaire qui a transformé les Canadiens-Français, pauvres, soumis, ignorants ("les nègres blancs d'Amérique" comme l'a écrit en 1968 Pierre Vallières), en Québécois fiers, émancipés, chaleureux, entrepreneurs. C'est rigolo de penser que c'est le rêve de la France qui a, en partie, produit le Québec d'aujourd'hui qui, sous certains aspects, vous fait rêver en retour. Mais nous avons des différences en ce qui concerne les réponses. Notre géographie et notre histoire respectives nous poussent vers des réflexes cognitifs et sociaux qui ne sont pas tout à fait les mêmes. Par exemple, dans le pays où les Droits de l'Homme ont été inventés, votre réflexe premier est de vous distinguer les uns des autres. Sur ce plan, je constate que l'aristocratie et la noblesse ont laissé de profondes marques dans votre façon de concevoir l'être humain. Au contraire, la rigueur de notre environnement, nos liens avec les premières nations (même s'ils sont ambigus) et notre passé de "colons colonisés", nous pousse plutôt vers la cohésion et l'atténuation des écarts (voir encadré). ■



# BONHEUR COLLECTIF : L'EXPÉRIENCE DU VIVRE-ENSEMBLE À LA QUÉBÉCOISE

Dans un monde où la cohésion sociale est nécessaire à la bonne santé d'un pays, la fracture du "nous", reste pourtant en France, plus que jamais d'actualité. Expatriée pendant un peu plus de deux ans à Montréal, j'y ai découvert une culture du vivre-ensemble, élément clé du bonheur collectif, qui m'a fait du bien. Partage d'expérience.

PAR MÉLANIE GILMANT

**C**omment "vivre-ensemble" et "bonheur" sont-ils liés ? Puisque nous, les humains, sommes des êtres sociaux, notre bonheur serait grandement déterminé par la qualité de nos relations aux autres. C'est ce que nous apprennent les neurosciences<sup>(1)</sup> mais aussi ce qu'a révélé une étude menée sur 700 hommes aux États-Unis pendant plus de 75 ans<sup>(2)</sup>, qui explique que, les sujets qui étaient les plus heureux et en santé au cours de leur vie, étaient ceux qui avaient des relations sociales positives. Pas l'argent ni la gloire mais bien des relations de qualité ! Pour vérifier ces hypothèses, il est important de prendre du recul sur les systèmes qui nous façonnent et c'est précisément ce que permet le voyage. C'est

donc en mai 2014 que moi et mon énorme valise nous apprêtions à décoller pour cette terre de cousins francophones, cette province canadienne trois fois grande comme la France mais huit fois moins peuplée qu'elle. Oui, c'est au Québec que je partais déposer ma vie pour deux années.

## UN ENVIRONNEMENT PROPICE À LA RENCONTRE

Évidemment, l'espace et la densité de population ne constituent pas de véritables enjeux au Québec, où la présence de l'autre est sans doute moins vécue comme une agression qu'à Paris. Néanmoins, l'aménagement des territoires joue un rôle majeur sur la manière dont nous interagissons avec les autres et les politiques en matière d'urbanisme sont, en

ce sens, cruciales. S'appuyant sur un découpage en arrondissements aux identités propres, Montréal apparaît comme une ville à taille humaine tournée vers une vie locale riche. Chaque quartier se construit sur le schéma suivant : habitations, parcs, commerces et équipements sportifs, qui enrichit les rapports de proximité.

Côté logement, les "condos" <sup>(3)</sup> ne sont jamais plus haut que trois étages, et chaque appartement, avec le système d'escalier extérieur, bénéficie d'un accès direct sur la rue. Cela participe au sentiment de sécurité et au côté moins impersonnel des habitations. Ces appartements sont aussi dotés de balcons avant et arrière. Espaces semi privés, semi publics, où les gens se posent aisément pour l'apéritif ou jouer de la musique, ils offrent une possibilité d'échanges entre voisins ou inconnus. Autre caractéristique architecturale, les ruelles arrières sont elles aussi des lieux propices aux interactions. Les projets de "ruelles vertes" <sup>(4)</sup>, nés il y a 20 ans recréent d'ailleurs un esprit de village en ville. Véritable espace de vie partagé, la "ruelle verte" est par ailleurs le reflet d'une organisation citoyenne puisqu'elle ne voit le jour que sur la volonté de l'ensemble des voisins concernés. On y trouve, entre autre, du mobilier, des jeux, des potagers, du compost collectif, des bibliothèques partagées et bien souvent, l'accès aux voitures y est bloqué. Enfin, après de rudes hivers, les québécois renaissent littéralement au printemps et se réapproprient l'espace public, comme les parcs, qui deviennent alors une seconde maison. Il est commun d'y voir s'organiser des barbecues, des anniversaires ou des jeux. Nappes, ballons de baudruches, coussins et hamacs décorent ces espaces verts qu'on semble considérer comme son propre jardin !

## UN RAPPORT À L'AUTRE PLUS APAISÉ

L'une des choses qui frappe les Français ayant fait le choix de traverser l'Atlantique est le respect des règles de vie commune. L'exemple le plus parlant est sans doute la file de bus. C'est en effet toujours surprenant de voir pour la 1<sup>ère</sup> fois une vingtaine de personnes alignées sur le trottoir attendant le bus sans une plainte, surtout par -30 °C ! Autre grande surprise : la fraude dans les transports qui paraît un concept inexistant. Avec un taux inférieur à 1 % <sup>(5)</sup>, il semblerait que la question de ne pas payer pour un service que l'on utilise, et qui coûte

de l'argent à la communauté, ne se pose même pas. En France, il est estimé dans les grandes villes entre 10 % et 20 % <sup>(6)</sup>.

On ressent à Montréal ce quelque chose de différent dans l'air. Palpable, le climat de sérénité qui y règne se retrouve dans des relations plus détendues entre les gens. Avec des rapports moins régis par les convenances et la hiérarchie, les Québécois se tutoient volontiers. La couleur de peau, les croyances religieuses, l'orientation sexuelle, l'origine, le statut social ou encore l'apparence sont mieux accueillis dans leur diversité puisque la différence est moins stigmatisée. On tend à accepter l'autre plus naturellement puisque l'on est aussi plus libre d'être soi-même. Preuve parlante : les tatouages. Tellement démocratisés ici, que Justin Trudeau <sup>(7)</sup>, alors député, arborait le sien lors d'un match de boxe caritatif en 2012 face à un sénateur lui aussi tatoué. So what ? Plus apaisées et tolérantes, les relations sont aussi profondément marquées par la confiance. Pouvoir louer un appartement sans garant ni preuve de CDI ou se voir donner la chance d'intégrer un poste sans l'expérience ou le diplôme requis est commun, même s'il est aussi plus facile de vous indiquer la porte si vous ne faites plus l'affaire. Mon autre grande surprise : Des boîtes aux lettres sans clé ! Plus habituée à la psychose et au "on ne sait jamais", le mode par défaut du bénéfice du doute m'a reposé l'esprit. La société québécoise est bien entendu loin d'être parfaite, mais j'aurais encore tant à dire sur son vivre-ensemble : la place de la femme, le sentiment d'appartenance nationale, la culture du communautaire, l'engagement citoyen ou encore le système éducatif plus libre. En bref, un rapport au collectif plus harmonieux avec des valeurs qui puiseraient notamment leurs origines dans les relations qu'auraient entretenus les québécois avec les Premières nations.

---

<sup>(1)</sup> Les sciences qui étudient le système nerveux

<sup>(2)</sup> Robert Waldinger, psychiatre et professeur à Harvard est le 4<sup>e</sup> directeur de cette étude américaine

<sup>(3)</sup> ou "Condominium", type d'appartement dans un immeuble en copropriété le plus répandu à Montréal

<sup>(4)</sup> Ruelle re-naturalisée par les riverains en collaboration avec l'éco-quartier de l'arrondissement concerné

<sup>(5)</sup> Chiffres de la Société de transport de Montréal (STM) – 0,41 % dans le bus et 0,61 % dans le métro en 2012

<sup>(6)</sup> Cour des comptes en 2014 : 14 % de taux de fraude en Ile-de-France – Chiffres de Transpole : 18,3 % en 2014 et 14,4 % en 2015 à Lille

<sup>(7)</sup> Premier ministre canadien